

[fr](#) | [de](#)

[Press release](#) | 14.03.2013

Sûreté nucléaire

Le PE cède aux lobbies du nucléaire aux dépens des citoyens

Le Parlement européen a voté aujourd'hui 14 mars en faveur d'une résolution sur les évaluations des risques et de la sûreté ("tests de résistance", stress tests en anglais) des centrales nucléaires dans l'Union européenne. Les eurodéputés écologistes se sont opposés à cette résolution qui participe à l'auto-satisfecit général au niveau européen.

Pour **Yannick JADOT**, député européen membre de la commission de l'énergie, de l'industrie et de la recherche:

"Presque deux ans jour pour jour après la catastrophe de Fukushima, alors que se multiplient les évaluations et les découvertes de plus en plus inquiétantes sur l'état du parc nucléaire européen vieillissant, les parlementaires européens, conservateurs et socialistes, continuent leur politique de l'autruche sur le risque nucléaire. Au lieu de tirer les leçons des accidents de Tchernobyl et de Fukushima, c'est l'aveuglement face au danger qui prédomine. La raison, même pour celles et ceux qui défendent la technologie nucléaire, devrait se traduire par une exigence très forte en matière de sécurité. Mais non ! Comme si sauver une industrie nucléaire en quasi faillite industrielle et financière devait se faire au détriment de la sécurité des citoyens européens. La majorité du parlement européen a donc choisi de rejeter les propositions portées par les écologistes de mettre en place une expertise indépendante des industriels et de prendre en compte la réalité des risques auxquels sont confrontés les réacteurs. Circulez, il n'y a rien à voir!".

"Le mythe du "zéro risque nucléaire" est enfin tombé, a fortiori en France où le manque de transparence est la norme. Non seulement les coûts engendrés par l'entretien du parc nucléaire français n'auront de cesse d'augmenter dans les prochaines années mais en plus la France devra investir très rapidement des dizaines de milliards dans la mise aux normes minimales de sécurité. Mais bizarrement ni le rapport de la Cour des comptes sur le coût du nucléaire en France ni la récente publication d'une étude évaluant le coût d'un accident jusqu'à 5800 milliards d'euros ne semblent permettre l'émergence du débat tant les lobbys du nucléaire sont puissants et le sujet tabou. Ce sujet doit nécessairement être abordé dans le débat sur la transition énergétique et une commission d'enquête indépendante doit être mise en place. C'est un enjeu de transparence et de démocratie".

Pour **Michèle RIVASI**, vice-présidente du Groupe des Verts/ALE et membre de la commission de l'énergie, de l'industrie et de la recherche, la mascarade continue:

"Les résultats des stress tests ont démontré qu'aucune centrale n'était aux normes et que toutes devaient entamer des travaux d'amélioration de leur sûreté pour éviter un accident nucléaire. Cependant, les écologistes ne peuvent se réjouir des maigres leçons tirées de Fukushima. Tout d'abord, ces leçons n'intègrent qu'une partie des facteurs de risque : rien n'est précisé sur les risques d'attaques terroristes, les accidents d'avion, et l'abus de sous-traitance. Les conclusions cherchent à légitimer une industrie qui connaît pourtant une crise de notoriété sans précédent. Ces tests auraient dû logiquement conduire à la fermeture des centrales les plus vétustes - sur la base d'un calcul coût/bénéfice - mais il n'en est rien: les zélateurs du nucléaire ont donc le champ libre pour nous imposer un allongement plus que risqué de la durée de vie des centrales. Regardez ce qui se passe à Fessenheim: on va dépenser des millions d'euros pour une mise aux normes inutile, pourquoi ne pas arrêter les frais tout de suite?".

Et l'eurodéputée de conclure:

"D'autre part, où est le calendrier précis des travaux à effectuer sur les centrales, les délais prévus pour cela et les coûts envisagés ? Il est nécessaire de bien distinguer les investigations réalisées sur les 134 réacteurs et les réponses qui seront apportées par les exploitants. Il est donc utile de préciser que tout le travail effectué n'est qu'une "notation" avec un plan d'action demandant une action urgente, mais que le plus gros reste à faire: la mise en œuvre des prescriptions. Deux ans après Fukushima, on ne sait toujours pas comment vont s'y prendre les exploitants!".

Recommended

News

©nobutz/pixabay



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 15 to 18 Decembe...](#)

15.12.2025

Press release

vitali-adutskevich-unsplash



[Russian gas phase-out/RePowerEU: Parliament and Council...](#)

03.12.2025

News

Robert Emperley (CC BY-SA 2.0)



[PLENARY FLASH : Greens/EFA Priorities 24 to 27 November 2025](#)

25.11.2025

Press release

karsten-wurth-unsplash



[European Parliament adopts climate target for 2040 – d...](#)

13.11.2025

Responsible MEPs



Yannick Jadot

Member



Michèle Rivasi

Member

Please share